

VTT

Le Roc
d'Azur
cinq ans
de plus
à Fréjus
p 6

la seyne - sanary

Var-matin

0,85 € - Italie : 1,20 € - N° 21635

www.varmatin.fr

mercredi 20 juin 2007

nice-matin

Une ouverture tous azimuts pour Fillon II

■ Borloo numéro 2, Lagarde à l'Economie, des secrétaires d'Etat jeunes et parfois issus des minorités, le PS Bockel à la Coopération, Estrosi à l'Outre-Mer : le deuxième gouvernement Fillon bouscule encore la tradition.

LIRE PAGES 18, 19 ET 20



De gauche à droite : Jean-Louis Borloo (n°2 du gouvernement), Valérie Letard (travail), André Santini (fonction publique), Christian Estrosi (outre-mer), Fadela Amara (politique de la ville), Christine Lagarde (économie), Luc Chatel (consommation et tourisme), Rama Yade (droits de l'Homme), Nathalie Kosciusko-Morizet (écologie), Jean-Marie Bockel (francophonie), Hervé Novelli (commerce extérieur), Michel Barnier (agriculture) et Bernard Laporte (sports).

Toulon

Tué
à coups
de pied
et de
poing
p 5

Aujourd'hui JV



Le guide
des loisirs
et des
spectacles
Encart détachable

La Seyne



(Photo Laurent Martinat)

Les yamakazis
du pont
transbordeur
p 7

LE BILLET DE
Philippe Bouvard

Un petit air de IV^e...

La différence entre la piétaille de la base et les privilégiés du sommet réside d'abord dans la spécialisation des premiers et dans la polyvalence des seconds. Une femme de ménage (sur laquelle, soit dit en passant, on prend davantage de renseignements avant de l'engager que sur un politicien pressenti pour entrer au gouvernement, cf. Maurice Papon) est cantonnée dans les tâches d'entretien. Un ministre, lui, peut aller, en quelques jours et avec la même compétence, des finances à l'écologie ou de l'agriculture à l'économie. Certains verront dans ce phénomène un hommage rendu à des petits génies disposant d'une science à la fois infuse et universelle. D'autres noteront un retour aux pratiques des républiques précédentes où les portefeuilles sans trop se préoccuper de leur contenu.

CASINO Des Palmiers
Hyères

La Palm Hyères

À partir du 20 juin
Venez découvrir en famille
la nouvelle BRASSERIE du Casino
Nouvelles formules et menu enfant à 5 €

1 Cocktail offert
pendant le repas
sur présentation de la carte Players Plus

ACCÈS OUVERT À TOUS

Ouvert midi & soir 7j/7 • Réservations : 04 94 12 80 80

CADDY VAN TDI 105
Climatisé - pack électrique

5 VÉHICULES EN STOCK

14.320€*HT
au lieu de 16.974€*HT

FOCH

LA GARDE
1, Allée des 4 Chemins
04 94 14 84 84

20624 - 0620 - 0,85 €

france

Quai d'Orsay : à gauche toute

Après la nomination de Bernard Kouchner à la tête de la diplomatie française et de Jean-Pierre Jouyet aux Affaires européennes, une troisième personnalité de gauche, Jean-Marie Bockel, est entrée hier au gouvernement pour s'occuper de politique étrangère.

Les vieux n'ont pas de ministre

Plusieurs associations représentant les familles, les femmes, les personnes âgées et les handicapés ont regretté l'absence de ministre ou secrétaire d'Etat qui leur soit spécialement dédié, notant une rupture avec les précédents gouvernements.

Alain Juppé reste maire

Alain Juppé a annoncé hier qu'il resterait aux commandes de la mairie de Bordeaux : « Nous n'allons pas laisser au milieu du gué la tâche que nous avons vous et moi entreprise », a-t-il lancé.



Fillon II : surprises et ouverture

UN NOUVEAU GOUVERNEMENT avec davantage de jeunes mais moins de femmes

Un transfuge socialiste, des icônes de la France « métissée », un amoureux du ballon ovale : le gouvernement Fillon II est né hier sous le signe de l'ouverture et de la diversité, avec Jean-Louis Borloo à l'Ecologie pour remplacer Alain Juppé.

Plus étoffé que prévu avec 33 membres, dont le Premier ministre François Fillon, le nouveau gouvernement intègre 13 nouveaux entrants, dont seulement quatre femmes, au détriment d'une nouvelle fois de l'impératif de parité. Fillon II compte au total onze femmes.

L'éphémère ministre de l'Agriculture Christine Lagarde, 51 ans, se voit toutefois promue au poste de ministre de l'Economie, des Finances et de l'Emploi – une première pour une femme en France. Cette ancienne avocate d'affaires succède à Jean-Louis Borloo, choisi pour résoudre le casse-tête Juppé après la démission du ministre de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables, battu dimanche au second tour des élections législatives.

Après la Coupe du monde

La composition du gouvernement, qui jusqu'à la dernière minute a nécessité de délicats ajustements, réserve quelques surprises : la nomination de Fadela Amara, présidente de « Ni putes ni soumises »,



à la politique de la Ville et de Bernard Laporte, sélectionneur du XV de France, à la Jeunesse et aux Sports. Ce dernier prendra ses nouvelles fonctions fin octobre, à l'issue de la Coupe du monde de rugby. Autre distinction médiatique après la désignation de Rachida Dati à la Justice le 18 mai : la nomination – attendue – de Rama Yade, 30 ans, étoile montante de l'UMP d'origine sénégalaise, au secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères et aux droits de l'homme. Elle est la benjamine du gouvernement.

La stratégie d'ouverture à gauche de Nicolas Sarkozy, qui avait nommé quatre « transfuges » dans le premier gouvernement, se poursuit même si elle a été contrariée par le rebond du Parti socialiste au second tour des législatives.

Outre Fadela Amara, classée à gauche, le chef de l'Etat a gagné l'assentiment du sénateur-maire de Mulhouse Jean-Marie Bockel, qui hérite du secrétariat d'Etat à la Coopération et à la Francophonie auprès de Bernard Kouchner.

Sa nomination a été saluée par un tonnerre de cri-

tiques au Parti socialiste, dont il devrait être exclu.

A la rupture, Nicolas Sarkozy a ajouté hier un chapitre plus risqué : la remise en cause de la jurisprudence Bérégovoy-Balladur – non écrite – selon laquelle tout ministre mis en examen démissionne.

Dans la continuité de l'ouverture au centre, le chef de l'Etat a nommé en effet l'ex-UDF André Santini secrétaire d'Etat à la Fonction publique, malgré une mise en examen en 2006 pour « détournement de fonds publics, faux et prise illégale d'intérêt ».

ÉDITORIAL

Marc Chevanche



Djeun et vintage

Un gouvernement se compose comme un plat. Il y a les sûretés des recettes traditionnelles et il y a les audaces de la nouvelle cuisine. De la tradition, Nicolas Sarkozy et François Fillon auront retenu les nécessaires ingrédients proprement politiques. Même si l'hégémonie de l'UMP assure au gouvernement une sécurité certaine dans le soutien à ses politiques, il a fallu penser encore aux alliés du nouveau centre et aussi montrer qu'il restait un candidat pour figurer l'ouverture « à gauche ». André Santini, l'homme qui mourrait pour un bon mot, entre au gouvernement au titre de la première catégorie et Jean-Marie Bockel, celui qui n'a plus rien de socialiste depuis belle lurette, au titre de la seconde. Voilà pour la cuisine traditionnelle roborative et, pour le reste, place à l'innovation. Ce qui frappe, en effet, dans la composition de ce gouvernement désor-

mais au complet, c'est le parti pris de la jeunesse, de l'entregent et de la vitalité. En dehors de toute considération politique, et en ne retenant des personnages que leur image, le casting paraît habilement trousse. Il associe le style « vintage » du chef du gouvernement et le genre « djeun » des nouveaux secrétaires d'Etat. Quand on considère le brio d'un Laurent Wauquiez, la compétence élégante d'une Nathalie Kosciuszko-Morizet, l'allure d'une Rama Yade, l'authenticité d'une Fadela Amara, la fougue pro-chaine d'un Bernard Laporte, on se dit que tous feront merveille dans la promotion de leurs domaines respectifs. Sous ce rapport, le gouvernement Fillon II a des allures de plateau télé habilement composé. Pour gouverner, comme chacun sait, il n'est pas de savoir-faire qui vaille sans les moyens de le faire savoir. Pour le savoir-faire, nous verrons. Pour le faire savoir, le gouvernement est paré.



Promotion ambiguë pour Borloo

En raflant hier l'Ecologie et la place de numéro 2 du gouvernement, Jean-Louis Borloo bénéficie d'une promotion ambiguë, huit jours après des propos sur la TVA qui ont coûté cher à la droite aux législatives.

Le coprésident du Parti radical quitte Bercy pour devenir le nouveau « super-ministre » de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables, en remplacement d'Alain Juppé.

Lors de la passation de pouvoirs, l'ancien cofondateur de Génération Ecologie a affirmé s'inscrire « clairement dans la continuité » de son prédécesseur, et a confié prendre ce « gros chantier » avec « beaucoup de

fierté, d'enthousiasme et de gravité ». De manière très inhabituelle, Borloo avait pris les devants, annonçant dans la presse avoir accepté ce poste. Cette « promotion » n'est en effet pas dénuée d'ambiguïté. S'il monte en grade et s'empare d'un créneau érigé en « priorité » du gouvernement, Jean-Louis Borloo abandonne un ministère redessiné selon ses vœux, et laisse en plan le « paquet fiscal » cher à Nicolas Sarkozy et son objectif du « plein emploi ».

Tempête

L'entourage du Premier ministre jugeait en outre seulement « logique » que Borloo ait droit au titre de

ministre d'Etat, le chef de l'Etat s'étant engagé durant sa campagne à ce que titre et fonction soient accolés. Manière de minimiser l'impact de ladite « promotion »...

Surtout, Jean-Louis Borloo quitte le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi juste après avoir déclenché une tempête sur la « TVA sociale ». En n'écartant pas, au soir du premier tour des législatives, l'hypothèse d'une hausse de la TVA, il avait ouvert un boulevard à la gauche, qui n'avait eu de cesse de pilonner le projet du gouvernement, avant de réaliser un spectaculaire redressement le 17 juin, loin de la « vague bleue » prévue.

FILLON II :
DÎTES 33...

- **Jean-Louis Borloo**, ministre d'Etat, ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durable.
- **Michèle Alliot-Marie**, ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales.
- **Bernard Kouchner**, ministre des Affaires étrangères et européennes.
- **Christine Lagarde**, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Emploi.
- **Brice Hortefeux**, ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement.
- **Rachida Dati**, garde des Sceaux, ministre de la Justice.
- **Michel Barnier**, ministre de l'Agriculture et de la Pêche.
- **Xavier Bertrand**, ministre du Travail, des Relations sociales et de la Solidarité.
- **Xavier Darcos**, ministre de l'Éducation nationale.
- **Valérie Pécresse**, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
- **Hervé Morin**, ministre de la Défense.
- **Roselyne Bachelot-Narquin**, ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports.
- **Christine Boutin**, ministre du Logement et de la Ville.
- **Christine Albanel**, ministre de la Culture et de la Communication.
- **Eric Woerth**, ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique.
- **Roger Karoutchi**, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement.
- **Jean-Pierre Jouyet**, secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes.
- **Laurent Wauquiez**, secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement.
- **Eric Besson**, secrétaire d'Etat chargé de la Prospective et de l'Évaluation des politiques publiques.
- **Valérie Letard**, secrétaire d'Etat chargée de la solidarité.
- **Dominique Bussereau**, secrétaire d'Etat chargé des transports.
- **Nathalie Kosciusko-Morizet**, secrétaire d'Etat chargée de l'Écologie.
- **Christian Estrosi**, secrétaire d'Etat chargé de l'Outre-mer.
- **André Santini**, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique.
- **Jean-Marie Bockel**, secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie.
- **Hervé Novelli**, secrétaire d'Etat chargé des Entreprises et du Commerce extérieur.
- **Fadela Amara**, secrétaire d'Etat auprès de la ministre du Logement et de la Ville, chargée de la politique de la Ville.
- **Alain Marleix**, secrétaire d'Etat chargé des Anciens combattants.
- **Rama Yade**, secrétaire d'Etat chargée des Affaires étrangères et des Droits de l'Homme.
- **Luc Chatel**, secrétaire d'Etat chargé de la consommation et du Tourisme.
- **Martin Hirsch**, haut commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté.
- **Bernard Laporte** sera nommé secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports après la Coupe du monde de rugby.

■ une première en france

Lagarde, une femme à Bercy

Christine Lagarde, 51 ans, devenue hier la première femme ministre de l'Économie, des Finances et de l'Emploi, confirme une ascension politique fulgurante en France après sa réussite dans le monde des affaires aux États-Unis. En deux ans, elle est passée d'un poste de ministre déléguée au Commerce extérieur à celui de n°1 de Bercy, un des portefeuilles les plus en vue du gouvernement, après un bref passage au ministère de l'Agriculture dans Fillon I.

La carrière gouvernementale de cette patronne venue du privé avait pourtant débuté par une gaffe. Tout juste nommée il y a deux ans dans le gouvernement Villepin, Christine Lagarde avait critiqué sur une radio le droit social français « compliqué et lourd » qui « constitue un frein à l'embauche ».

Sa carrière a commencé par une bourde

Cette sortie inopinée sur un sujet sensible lui a valu un « rappel à l'ordre » immédiat. « On m'a demandé d'intervenir dans mon domaine et pas dans celui des autres », se souvient Christine Lagarde, qui a retenu « cette première leçon ». Ce sera le seul faux-pas de cette brillante juriste.

Diplômée en sciences politiques mais deux fois recalée au concours de l'ENA, Christine Lagarde, née en 1956 à Paris, opte pour le droit social et le droit de la concurrence. Un choix qui l'a conduite à rejoindre

en 1981 le bureau parisien du cabinet d'avocats américain Baker et McKenzie. Elle en gravit les échelons jusqu'à en prendre la présidence aux États-Unis en 1999. En 2002, le Wall Street Journal la place 5^e au classement des femmes ayant le plus de succès dans le monde des affaires en Europe.

« Serre les dents et garde le sourire »

Si rien ne la prédisposait à devenir ministre, elle n'hésite pas quand Villepin l'appelle à Chicago en juin 2005 pour lui proposer d'entrer dans son gouvernement. « Ravie de cette modification brutale de carrière », elle attrape le premier avion pour Paris.

Deux ans plus tard, elle ne regrette rien. Elle se verrait d'ailleurs bien « contribuer » au destin du Havre, ville où elle a passé son enfance. Cette femme de haute stature, aux cheveux courts argentés et au regard très bleu, toujours tirée à quatre épingles, ne se départit jamais d'une souriante courtoisie, parfois teintée d'ironie.

« Se complaire dans le pessimisme nauséabond, c'est très mauvais pour le moral », pense Christine Lagarde, qui s'est fixé pour devise : « Serre les dents et garde le sourire ».

Sportive, l'ancienne vice-championne de France de natation synchronisée « glisse systématiquement un maillot de bain dans sa valise et fait du yoga tous les matins », raconte son entourage.



Jamais en France une femme n'avait dirigé le ministère-forteresse de l'Économie et des Finances. Photo AFP

Nomination du socialiste Bockel : on voit rouge au PS... à l'UMP aussi



« Je garde mes convictions, je reste un homme de gauche », a assuré hier Jean-Marie Bockel, nommé secrétaire d'Etat à la Coopération. Photo AFP

En entrant dans le second gouvernement Fillon comme secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, Jean-Marie Bockel signe une rupture avec un Parti socialiste où ce « blairiste » de la première heure fut souvent isolé. Las de « tenter de moderniser le PS », dont il s'attend à être exclu, le maire de Mulhouse dit avoir choisi le camp de la réforme.

Juste après sa nomination hier, il expliquait : « Il y a un moment où on se dit "est-ce qu'on va continuer comme ça très longtemps ?" Lorsque, par ailleurs, il y a une vraie volonté de réforme, une vraie volonté d'ou-

verture et des personnes - je pense au président de la République - qui sont loin de la caricature que l'on fait parfois à gauche ».

Le sénateur-maire de Mulhouse vient donc allonger la liste des personnalités de gauche ayant accepté la main tendue de Nicolas Sarkozy.

Une « trahison », estime le Mouvement des jeunes socialistes, qui fustige « les nouveaux débauchages opérés par la droite ».

De son côté, Jean-Marc Ayrault y voit une forme d'ingratitude vis-à-vis des électeurs socialistes. Le député-maire de Nantes a affirmé :

« Ces ralliements sont des ralliements purement individuels ». Et d'ajouter : « La réaction spontanée des députés socialistes est une réaction d'indignation, je dirai même d'écœurement, eux qui se sont tant battus entre les deux tours pour aller convaincre les électeurs qu'on avait besoin d'un Parlement équilibré ».

« J'ai l'impression d'être cocu »

Et en Alsace, la droite comme la gauche hurlent à la trahison, tandis que les ambitions municipales des uns et des autres s'aiguisent.

« J'ai un sentiment bizarre, celui qu'on éprouve quand on est cocu »,

a déclaré Jean Ueherschlager, député-maire UMP de Saint-Louis dans le Haut-Rhin en se demandant comment allaient réagir les électeurs de sa circonscription « qui ont voté à 70 % pour Sarkozy ».

« Je sors du groupe UMP tant qu'il sera au gouvernement »

C'est également l'avis du député UMP du Haut-Rhin Jean-Luc Reitzer qui estime que les électeurs alsaciens de l'UMP trouveront la nomination de Bockel « difficile à encaisser ». De son côté, la députée mulhousienne UMP Arlette Grosskost juge aussi que cette nomination est une « trahison » et, très en colère, a annoncé son retrait du groupe UMP à l'Assemblée. Elle s'est emportée : « Je sors du groupe UMP et je resterai dans le groupe des apparentés-UMP tant que M. Bockel sera dans le gouvernement ».

Au sein du PS, Jean-Marie Bockel prônait un social libéralisme opposé à la culture étatique de la gauche française, comme il l'explique dans La troisième gauche, livre publié en 1999. En 2005, sa motion « Pour un socialisme libéral » avait recueilli 0,65 % des voix au congrès PS du Mans.

A la veille des élections législatives, Jean-Marie Bockel appelait sur son blog à la « rénovation du PS ».

■ secrétaire d'état à la ville

A CHAUD

Fadela Amara, la formule 3 en 1 : parité – minorité – ouverture

Fadela Amara, devenue hier secrétaire d'Etat à la Ville, est l'énergique fondatrice du mouvement « Ni putes, ni soumises » qui combat contre les violences à l'égard des filles dans les cités-ghettos.

Petite, volontaire et volubile, Fadela Amara est devenue une nouvelle star du féminisme, plaidant pour l'égalité, la mixité, et contre le voile islamique qu'elle considère comme une « oppression ».

Avec Christine Boutin – dont elle dépendra – elles veulent, chacune dans leur style, « faire bouger les choses » au cœur des cités afin de redonner espoir aux jeunes des banlieues avec l'objectif de mettre fin aux quartiers sensibles. La ministre du Logement et de la Ville, s'amusait hier devant la presse de l'« attelage explosif » qu'elle forme avec sa nouvelle secrétaire d'Etat. « Avec nous deux, les choses vont bouger ! », a assuré Christine Boutin dans le jardin de son ministère, aux côtés de Fadela Amara dont

la veste kaki façon treillis tranchait avec sa classique tenue noire et blanche.

« Est-ce que sera toujours un long fleuve tranquille ? Peut-être pas. La réalité de la vie c'est justement que ça bouge », souriait même Christine Boutin, vite éclipsée par les micros et caméras braqués sur l'atypique Fadela Amara.

Déjà... « complices »

Cette dernière a annoncé sans détour la couleur : « Je ne suis pas langue de bois. Je continuerai à être ce que je suis, c'est mon identité. Je ne peux pas être autrement, je dirai ce que je pense ».

« Je garderai ma marge de manœuvre et ma liberté de ton », a ajouté celle qui, en 2003, est devenue en quelques semaines la figure de proue des jeunes femmes des cités avec son mouvement « Ni putes ni soumises ». De parents kabyles, Fadela Amara a passé son enfance dans une cité de Clermont-Ferrand. Entre les deux femmes, d'apparence si différente, se dégage pourtant



Boutin - Amara : deux styles pour un tandem surprenant et qui s'annonce explosif. Ph. AFP

une certaine complicité.

« Les hasards de la vie, c'est que dans la tour, à Paris, où habite actuellement Fadela, j'ai commencé ma vie dans la tour d'à côté, dans la même rue. On a découvert cela tout à l'heure », s'est amusée Christine Boutin, réputée elle aussi pour son

franc parler. « Je trouve que c'est un très beau challenge. D'une certaine façon nous incarnons la République dans son respect de l'un par rapport à l'autre ».

« Je suis une femme de gauche et je l'assume complètement », terminait Fadela Amara. « La question du ma-

laise des banlieues (...) dépasse les clivages politiques. Il y a urgence dans les cités ». Et à ses détracteurs de gauche, elle a répondu : « Je ne rentrerai pas dans la polémique » et (vous) renvoie à ces « gens qui sont particulièrement discriminés, opprimés dans les cités ».

⇒ Henri Emmanuelli (PS, Landes) : « La composition du gouvernement et les premières mesures éclairent ce que sera la posture du nouveau président. Il ne recule sur aucune possibilité tactique. Multiplier les impostures pour dissimuler les convictions, travestir les pilules sociales et économiques, sera sa ligne de conduite (...) M. Nicolas Sarkozy se croit habile mais les Français ne sont pas débiles ».

⇒ Alain Bocquet (PCF) : « Le remaniement ministériel s'inscrit dans la tentative de Nicolas Sarkozy de se doter d'une base d'acceptation populaire de la politique ultralibérale, au service du CAC 40 et du Medef, qu'il entend mener coûte que coûte. Derrière le jeu de chaises musicales, c'est bien une partition antisociale à laquelle il faut s'attendre, et que la majorité UMP réserve à notre peuple, particulièrement aux catégories modestes ».

⇒ Jean-Marie Le Pen (FN) : « M. Sarkozy continue de sacrifier aux exigences de la pensée unique, quant à la "parité" et à la "diversité" » et fait « entrer deux autres socialistes au gouvernement, Jean-Marie Bockel et Fadela Amara, dont le lobby Ni putes ni soumises était en perdition ». « On note aussi que le nouveau ministre de l'Agriculture, Michel Barnier, est un euro-mondialiste fanatique ».

⇒ Yann Wehring (Verts) : « La nomination de Borloo au ministère de l'Ecologie n'apportait rien de plus que celle de son prédécesseur ». « En effet, en tant qu'éphémère ministre de l'économie, il a eu en charge de dessiner les contours de la très ambitieuse réforme fiscale voulue par le président Sarkozy, réforme qui ne dit pas un mot sur l'écologie ». Il a martelé : « Il est à craindre que l'action gouvernementale ne consiste en l'injection de sommes importantes dans les industries de la dépollution ».

Rama Yade : « Pas la caution black »



Femme, 30 ans, d'origine sénégalaise, Rama Yade avait trois bonnes raisons d'entrer dans le gouvernement d'ouverture souhaité par Nicolas Sarkozy. Au nom de la parité, du renouvellement des générations et de la diversité, la secrétaire nationale de l'UMP chargée de la Francophonie a été nommée secrétaire d'Etat chargée des Affaires étrangères et des Droits de l'homme. « De

fait, si vous n'êtes pas un homme blanc de 50 ans vous avez peu de chances d'accéder à des fonctions politiques importantes », confiait pourtant la jeune administratrice au Sénat dans une interview consacrée à son livre *Noirs de France*. Les nouveaux *Neg'Marrons*, publié le mois dernier. Volontariste et bretteuse, Rama Yade fait les délices des plateaux de télévision depuis le 14 janvier.

Lors de son congrès d'investiture, Nicolas Sarkozy demande à cette « jeune pousse » de prononcer un discours. Pendant quinze minutes, elle attaque le Parti socialiste. Elle réapparaît à chaque meeting, avec le même succès, et partage depuis avec Rachida Dati, les faveurs des médias. Comme son aînée, elle refuse cependant d'être la « caution black », « l'alibi noir » auprès de Sarkozy.

Laporte : « D'abord gagner la Coupe »



Bernard Laporte, l'entraîneur du XV de France, nommé secrétaire d'Etat en charge des Sports à partir de la fin du mois d'octobre, a indiqué que sa « priorité était de gagner la Coupe du monde » de rugby, qui aura lieu du 7 septembre au 20 octobre.

Affirmant ressentir une grande fierté, il déclare : « Ma priorité, c'est de gagner la Coupe du monde de rugby. Je vais consacrer toute mon énergie à cela ». Et d'expliquer : « Maintenant, j'ai toujours aimé travailler et je pourrai me pencher sur quelques dossiers la nuit ». Entraîneur du XV de France depuis décembre 1999, Bernard Laporte, 42 ans, est marié et père de jumeaux, un garçon et une fille. Il était connu pour être proche du président Sarkozy.

ET AUSSI...

Le revenant



• André Santini, député-maire d'Issy-les-Moulineaux dans les Hauts-de-Seine, venu des rangs de l'UDF, fait son entrée au gouvernement en tant que secrétaire d'Etat à la Fonction publique.

La nomination de Santini, mis en examen dans l'affaire de la fondation d'art contemporain Hamon, rompt avec la « jurisprudence Balladur » qui voulait que les ministres faisant l'objet de poursuites judiciaires ne puissent pas faire partie du gouvernement. (Photo AFP)

Le fidèle



• Christian Estrosi, député niçois et président du conseil général des Alpes-Maritimes devient secrétaire d'Etat chargé de l'Outre-Mer, et secrétaire général à la Mer. Il sera le n° 2 de Michèle Alliot-Marie. Christian Estrosi, proche et fidèle de Nicolas Sarkozy, s'était porté candidat à la présidence du

groupe UMP à l'Assemblée nationale, face au député-maire de Meaux Jean-François Copé, seul en lice désormais pour ce poste très sensible. (Photo Franck Fernandes)

Le petit nouveau



• Laurent Wauquiez, nommé porte-parole du gouvernement, a connu une ascension politique fulgurante, de son élection comme député en juillet 2004 à son entrée au gouvernement Fillon II, à seulement 32 ans.

Si la plupart de ses collègues s'accordent à voir en lui un esprit brillant « promis à un grand avenir », d'autres pensent aussi qu'il a « brûlé les étapes » et s'inquiètent un peu de son ambition. (Photo AFP)